



**Données de référence 2020 (01/01/2020 - 31/12/2020)**

**Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 19/03/2021 - 01/10/2021**

**Objectif :**

La CEPEJ a décidé, lors de sa 35ème réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2020 – 2022, portant sur les données de l'année 2020.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

**Instruction :**

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondrez aux questions.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

---

## 1. Informations générales et financières

### 1.1. Données démographiques et économiques

#### 1.1.1 Habitants et informations économiques



##### 001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[ 1 329 460 ]



=

**002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, des dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €).**

	Montant
Niveau national ou fédéral	11 715 948 000 [ ] NA [ ] NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	[ ] NA [X] NAP



=

**003. PIB par habitant (en €) en prix courants pour l'année de référence**

[ 20 324 ]

**004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence**

[ 17 376 ]

[ ] NA

**005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1**

[ ]

Autorisation de décimales : 5

[ X ] NAP

**A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : www.stat.ee

### 1.1.2 Données budgétaires relatives au système judiciaire



**006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux du budget alloué au ministère public et/**

ou de celui alloué à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
<b>TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)</b>	50 981 264 [ ] NA [ ] NAP	51 832 701 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)</b>	38 485 085 [ ] NA [ ] NAP	38 323 728 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Budget public annuel alloué à l'informatisation (2.1 + 2.2)</b>	774 056 [ ] NA [ ] NAP	792 858 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.1 Investissements dans l'informatisation</b>	122 560 [ ] NA [ ] NAP	122 560 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.2 Maintenance des équipements informatiques des tribunaux</b>	651 496 [ ] NA [ ] NAP	670 298 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)</b>	1 403 199 [ ] NA [ ] NAP	2 562 493 [ ] NA [ ] NAP
<b>4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)</b>	7 377 344 [ ] NA [ ] NAP	7 269 944 [ ] NA [ ] NAP
<b>5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)</b>	698 991 [ ] NA [ ] NAP	698 991 [ ] NA [ ] NAP
<b>6. Budget public annuel alloué à la formation</b>	164 436 [ ] NA [ ] NAP	137 493 [ ] NA [ ] NAP
<b>7. Autres (veuillez préciser)</b>	2 078 063 [ ] NA [ ] NAP	2 047 266 [ ] NA [ ] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : 2. The approved budget allocated to computerisation increased significantly because the government financed Project "Paperfree court" in 2018 is now included in the court budget. 3. Expenses are different every year and they depend on concrete cases.

6. The Annual public budget allocated to training decreased because in 2020 there were much less trainings due to covid-19. 7. In Estonia the justice expenses must be budgeted, but the costs are calculated and guaranteed in the state budget. In 2020 the postal costs increased a lot after the public procurement was conducted and new contract signed.

**007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux du budget public alloué au ministère public et/ou de celui alloué à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système.**

Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
------------------------	-----------------------

<b>Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :



=

**008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :**

	<b>Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?</b>
<b>en matière pénale</b>	( ) Oui, au début de la procédure ( ) Oui, à un stade ultérieur ( X ) Non
<b>en matière autre que pénale</b>	( X ) Oui, au début de la procédure ( ) Oui, à un stade ultérieur ( ) Non

S'il existe des exceptions à l'obligation de payer une telle taxe, veuillez préciser ces exceptions :

**008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :**

- There are exceptions to the rule to pay court fees (called State fee). The law refers to persons or institutions that are exempt of paying court fees and acts for which the State fee is not charged. For example, the Sate Fees Act exempts from payment of court fees, under certain conditions minors; pension or support claimants; natural persons in matters of elections; guardianship authority; tax authority in matters of bankruptcy or determination of tax; country government in matters of mortgage; bailiffs in matters of enforcement. Besides, an exemption of paying court fees is provided for by the Sate Fees Act, under certain conditions, with regard to numerous acts. The exemption regime covers the main legal fields, namely labour law (ex: disputes related to wages, reinstatement in employment, end of contracts), family law (ex: filiation, maintenance support for a child), criminal law (ex: initial issue of court documents related to a criminal matter), criminal procedural law (ex: claim for compensation for financial damage caused by unlawful conviction, unlawful prosecution, unlawful deprivation of liberty, unlawful imposition of punishment), civil procedural law (ex: appeals lodged against court rulings in matters of legal aid or exemption from notary fees), administrative law (ex: expropriation), trade law, even constitutional law (hearing of constitutional review cases). In addition, the State grants legal aid in the form of procedural assistance for bearing procedural expenses, including the State fee. In this respect, it is up to the court to decide whether a person should be released in part or in full from payment of court fees.

**008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :**

[ 275 ]

[ ] NA

[ ] NAP

Commentaires

### 009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[ ]

[ X ] NA

[ ] NAP

Commentaires

### 012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
<b>TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)</b>	4 088 423 [ ] NA [ ] NAP	2 369 808 [ ] NA [ ] NAP	1 718 615 [ ] NA [ ] NAP
<b>12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaires

### 012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
<b>TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)</b>	4 088 423 [ ] NA [ ] NAP	2 369 808 [ ] NA [ ] NAP	1 718 615 [ ] NA [ ] NAP
<b>12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

=

### 012-2. L'aide judiciaire inclut-elle :

L'aide judiciaire inclut:

<b>La couverture des taxes / frais de justice</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>L'exonération des taxes / frais de justice</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP

Commentaires

=

**012-3. Les budgets de l'aide judiciaire indiqués dans les Q12 et Q12-1 incluent-ils :**

	Montant calculé/estimé inclus
<b>La couverture des taxes / frais de justice</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>L'exonération des taxes / frais de justice</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP

Commentaires

=

**013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.**

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
<b>Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)</b>	15 159 770 [ ] NA [ ] NAP	15 290 154 [ ] NA [ ] NAP
<b>13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public</b>	[ X ] NA [ ] NAP	46 657 [ ] NA [ ] NAP

Veillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Annual public budget allocated to training of public prosecution services: due to COVID-19 restrictions, there were less trainings.

=

**014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :**

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
<b>Ministère de la Justice</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP

<b>Autre ministère</b>	( X ) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( X ) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui ( X ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( X ) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Parlement</b>	( X ) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( X ) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( X ) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( X ) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Cour Suprême</b>	( X ) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( X ) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( X ) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( X ) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Conseil Supérieur de la Magistrature</b>	( X ) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui ( X ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui ( X ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui ( X ) Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Tribunaux</b>	( X ) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui ( X ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( X ) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui ( X ) Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Organisme d'inspection</b>	( ) Oui ( X ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui ( X ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui ( X ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( X ) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Autre</b>	( ) Oui ( X ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui ( X ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui ( X ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui ( X ) Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « Autre ministère », et/ou « Organisme d'inspection », et/ou « Autre », veuillez préciser :

#### 014-0. Quels sont les critères utilisés pour allouer les ressources financières entre les tribunaux ?

En outre, veuillez sélectionner maximum trois critères principaux d'allocation :

	Critères utilisés	Critères principaux
Coûts budgétaires des années précédentes	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Evaluation des besoins particuliers	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Nombre de juges/non juges	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Nombre d'affaires nouvelles	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Nombre d'affaires pendantes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Nombre d'affaires terminées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser :

#### 014-1. Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein d'un tribunal de première instance ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Président du tribunal et/ ou juge(s)	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
Directeur de l'administration du tribunal et/ou non-juges	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
Organe mixte (juge(s) et non-juge(s))	( ) Oui ( ) Non [ X ] NAP	( ) Oui ( ) Non [ X ] NAP	( ) Oui ( ) Non [ X ] NAP	( ) Oui ( ) Non [ X ] NAP
Autre	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP

Commentaires - Si « Autre », veuillez préciser. Si les responsabilités sont différentes selon le type/degré de juridiction, veuillez répondre à la question pour les juridictions de première instance de droit commun et décrire les différences en commentaire :

## A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : MoJ

### 1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

### 015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus
Tribunaux	( X ) Oui ( ) No [ ] NAP

<b>Aide judiciaire</b>	( X ) Oui ( ) No [ ] NAP
<b>Ministère public</b>	( X ) Oui ( ) No [ ] NAP

Commentaires

### 015-3. Autres éléments budgétaires

	<b>Inclus</b>
<b>Système pénitentiaire</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Service de probation</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Conseil supérieur de la magistrature</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Conseil supérieur des procureurs</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Cour constitutionnelle</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Service de gestion du système judiciaire</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Service de l'avocat d'Etat</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Service de l'exécution</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Notariat</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Service d'expertise légale</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Protection judiciaire de la jeunesse</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Fonctionnement du ministère de la Justice</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Services des demandeurs d'asile et réfugiés</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP

Service d'immigration	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
Autres	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP

Si « Autres », veuillez préciser :

### A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : MoJ

## 1.2 Organisation et gestion des tribunaux et des ministères publics

### 015-4. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des tribunaux individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du tribunal concerné ?

- The individual court is headed in parallel by the president of the court and the director of the court. The former is responsible for the proper administration of justice, and the director is the administrative head of the judiciary. Both the chairman and the director are appointed by the Minister of Justice, but in order to appoint the chairman, it is necessary to hear the opinion of the general assembly of the court and obtain the consent of the court administration council. The Director of the Court reports to both the President of the Court and the Minister of Justice and organizes the administration of the court and the use of property, prepares the court's budget application, disposes of budget money and is responsible for organizing other support services.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

### 015-5. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des ministères publics individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du ministère public concerné ?

- The Prosecutor's Office is headed by the Chief Public Prosecutor, who is appointed and dismissed by the Government of the Republic on the proposal of the Minister of Justice, after hearing the opinion of the Legal Affairs Committee of the Riigikogu.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

## 2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

## 2.1.Aide judiciaire

### 2.1.1 Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP

### New node

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant et durant la procédure devant le tribunal :

- State legal aid is the provision of legal services to a person at the expense of the state. State legal aid means that an advocate appointed by the Estonian Bar Association shall represent and provide counselling to the person participating in legal proceedings (criminal proceedings, misdemeanour proceedings, civil proceedings, administrative court proceedings, administrative proceedings, enforcement proceedings).

In addition to the provision of state legal aid in connection with proceedings in an Estonian court or administrative authority, an Estonian citizen or a person staying in Estonia on the basis of a residence permit has the right to apply for state legal aid (including translation assistance) in connection with proceedings regarding a civil matter in a court of another member state of the European Union, and for having recourse to European Court of Human Rights. The criteria for receiving state legal aid depend on the type of proceedings where legal aid is applied for.

In certain cases a person may receive state legal aid regardless of his or her financial situation (it means that the right of such person to receive state legal aid does not depend on the person's financial ability to pay for legal services):

a) in criminal proceedings, a suspect or accused who is a natural person (it means that the person is suspected or accused in commission of a criminal offence) has the right to the appointment of a criminal defence counsel both in pre-trial proceedings (during preliminary investigation) and in court;

b) in misdemeanour proceedings, a person subject to proceedings who is a natural person (it means that the state requests imposing the punishment on the person for commission of a misdemeanour) has the right to the appointment of a defence counsel in court, if the person subject to proceedings is 14 to 18 years of age or is unable to represent himself or herself due to a mental disorder;

c) in surrender proceedings and extradition proceedings, a natural person subject to surrender or extradition to another state has, as of his or her arrest, the right to the appointment of a counsel.

In all other proceedings, a natural person may receive state legal aid if the person is unable to pay for competent legal services due to his or her financial situation at the time the person is in need of legal aid or is able to pay for legal services only partially or in instalments or whose financial situation does not allow meeting basic subsistence needs after paying for legal services.

In certain cases, legal persons (i.e. companies, non-profit associations and foundations) may receive state legal aid). Such cases include:

a) a non-profit association or foundation which is entered in the list of non-profit associations or foundations benefiting from income tax incentives or is equal thereto, which is insolvent and applies for state legal aid in the field of environmental protection or consumer protection, or there is other predominant public interest for the grant of state legal aid to prevent possible damage to the rights of a large number of people which are protected by law;

b) an insolvent legal person who is a suspect or accused in criminal proceedings.

## New node

**018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?**

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser :

**019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?**

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

## 2.1.2 Informations relatives à l'aide judiciaire

**020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :**

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
<b>TOTAL</b>	12 421 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>En matière pénale</b>	7 067 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

En matière autre que pénale	5 354 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------------	--	--	--

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant :

**020-1. Veuillez indiquer les délais de la procédure pour l'octroi de l'aide judiciaire, c'est à dire la durée allant de la demande initiale d'aide judiciaire à l'approbation finale de cette demande.**

	Durée en jours
Durée maximale prescrite dans la loi/règlementation	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Durée moyenne réelle	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser si les délais prévus sont fixés dans une loi ou une autre réglementation. En outre, veuillez préciser si des délais différents sont prévus pour les affaires pénales et les affaires autres que pénales : The data of legal aid is in two separate information systems and it is not possible to collect data on actual average duration.

=

**021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?**

	Assistance gratuite d'un avocat
Personnes mises en cause	( X ) Oui ( ) Non
Victimes	( X ) Oui ( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?**

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	( ) Oui ( X ) Non <input type="checkbox"/> NAP
Victimes	( ) Oui ( X ) Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

**023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:**

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

**024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou lorsque l'action n'a aucune chance d'aboutir) ?**

- Oui  
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire :

**025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :**

- le(s) juge(s) en charge de l'affaire principale  
 un autre juge ou fonctionnaire  
 une instance extérieure au tribunal  
 plusieurs autorités (tribunal et organe externe)

Commentaires

**026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?**

- Oui  
 Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

**027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :**

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	( X ) Oui ( ) Non
en matière autre que pénale	( X ) Oui ( ) Non

Commentaire - Si vous répondez par la négative, veuillez spécifier comment les frais de justice sont distribués :

## B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : MoJ

### 2.2. Usagers des tribunaux et victimes

#### 2.2.1 Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, Conseil supérieur de la magistrature, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui, adresse(s) internet :	Non
Aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	( X ) www.riigiteataja.ee	( )
A la jurisprudence des juridictions supérieures	( X ) www.riigiteataja.ee	( )
A des informations sur le système judiciaire (organisation des tribunaux, procédures judiciaires, etc.)	( X ) www.kohus.ee www.riigikohus.ee	( )
A d'autres documents (par exemple formulaires, formulaires téléchargeables, formulaires à remplir en ligne etc.)	( X ) www.e-toimik.ee www.kohus.ee	( )

Commentaire - Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « A d'autres documents » :

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de leur procédure judiciaire ?

- ( ) Oui, toujours
- ( ) Non
- ( X ) Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaire - Si « Oui, seulement dans quelques situations particulières », veuillez préciser : For example in criminal cases court shall plan the court hearings in

cooperation with the parties to the court proceedings in such a manner which helps to avoid unnecessary loss of time, repeated summoning of persons to court and adjournment of a court session.

030. Existe-t-il un système d'information public et gratuit pour informer et faciliter l'accès à la

justice ?

	<b>Système d'information</b>
<b>Général pour les citoyens</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
<b>Spécifique pour les victimes d'infractions</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
<b>Spécifique pour les mineurs (adapté aux enfants)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non

Commentaire - Veuillez fournir plus d'informations concernant ces systèmes. En outre, veuillez préciser comment cette assistance est fournie :

**031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?**

	<b>Dispositif d'information</b>	<b>Modalités particulières pour les auditions</b>	<b>Autres modalités particulières</b>
<b>Victimes de violence sexuelle / viol</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Victimes du terrorisme</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Mineurs (témoins ou victimes)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Victimes de violence domestique</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Minorités ethniques</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Personnes en situation de handicap</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Délinquants mineurs</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

<b>Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
--	----------------------	----------------------	----------------------

Commentaire - Si « Autres personnes vulnérables » et/ou « Autres modalités particulières », veuillez préciser :

**031-0. Si des modalités particulières existent au regard des mineurs, quels sont les dispositifs, instruments, installations, pratiques visant à les protéger lorsqu'ils participent à une procédure judiciaire ?**

- Préparation spéciale et adaptée aux mineurs pour la participation au procès/ poursuite judiciaire (expliquer la procédure d'une manière adaptée aux mineurs)
- Salle spéciale dans le tribunal conçue pour les audiences adaptées aux mineurs
- Personne/équipe spéciale de professionnels qualifiés (par exemple psychologues) pour accompagner le mineur tout au long de la procédure
- Des moyens spécifiques pour communiquer et expliquer la signification des décisions de justice
- Structures interinstitutionnelles/multidisciplinaires telles que les "Maisons d'enfants"
- Autre, veuillez préciser .....
- NAP

Commentaire

**031-1. Quels sont les principaux critères pour qu'un mineur puisse engager une procédure, prendre des mesures procédurales en son nom propre ou être témoin ?**

	Procédure civile	Procédure pénale
<b>Capacité d'engager une procédure et de prendre d'autres mesures procédurales en son nom propre</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment]14 <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment]14 <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP
<b>Être témoin</b>	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si vous avez sélectionné les réponses « Exceptions au seuil » et « Autre », veuillez apporter des précisions. Si votre système fait une distinction entre la pleine capacité et la capacité limitée d'ester en justice, veuillez décrire la base de cette différenciation (âge, capacité de discernement, type d'action, type d'affaires, autre). A witness under the age of fourteen shall be heard, if necessary, in the presence of a child protection worker, social worker, psychologist, parent or guardian, who may also question the witness with the consent of the court. The court may involve a child protection worker, a social worker or a psychologist in the interrogation of a minor over the age of fourteen.

**031-2. Si un mineur ne peut pas mener une procédure en son nom propre, qui peut le représenter au cours de la procédure judiciaire ?**

	Procédure civile	Procédure pénale
<b>Parent/ tuteur légal</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Autre représentant (à la place des parents/ tuteur légal)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input checked="" type="checkbox"/> Professionnel du droit <input checked="" type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input checked="" type="checkbox"/> Professionnel du droit <input checked="" type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire Minors may conduct proceedings by legal or contractual representative. Depending on the circumstances the legal representative can be social care services. E.g when if the parents endanger the child etc.

### 031-3. Quels sont les différents critères de responsabilité pénale des mineurs ? (réponses multiples possibles)

- Seuil(s) d'âge  
 Capacité de discernement  
 Autres critères

Commentaire

### 031-3-1. Quels sont les seuils d'âge pour la responsabilité pénale des mineurs ?

**Responsabilité pénale entraînant une peine non privative de liberté (par ex. mesures éducatives)**

- [ 14 ]  
 NA  
 NAP

**Responsabilité pénale entraînant une peine privative de liberté**

- [ 14 ]  
 NA  
 NAP

Commentaire - Veuillez décrire brièvement la particularité de votre système. Pourriez-vous préciser si la possibilité d'atténuation s'applique aux peines prononcées et comment : When it comes to a real punishment, it must still be borne by the minor himself. However, there are a number of special conditions for sentencing minors. For example, the law does not allow a minor to be given a real punishment until other methods have been used to guide him or her to the law-abiding path. Other methods include a simple warning, but also a social program, compensation or reparation, addiction treatment, community service, conciliation, restriction of freedom of movement or placement in a closed childcare facility. If, in the end, a real sentence is still imposed on a minor, it will be less severe than usual. For example, the maximum detention for a minor is up to 10 days instead of the usual 30 days and the maximum imprisonment is 10 years

### 032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

- Oui, mais seulement si l'auteur est inconnu  
 Oui, mais seulement si l'indemnisation ne peut pas être obtenue de la part de l'auteur

Oui, toujours

Non

Commentaire

**032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?**

Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

NAP

Commentaire - Veuillez préciser : If the offence is committed in Estonia and it's an act of violence.

**032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?**

Oui

Non

Commentaires

**032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?**

Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

NAP

Commentaire - Veuillez préciser : If the offence is committed in Estonia and it's an act of violence.

**032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?**

Oui

Non

Commentaires

**032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?**

Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

NAP

Commentaire - Veuillez préciser : If the offence is committed in Estonia and it's an act of violence.

**032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?**

Oui

Non

Commentaires

**034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

**035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**035-1. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des mineurs victimes (protection et assistance) ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : In order to achieve its objectives, the Prosecutor 's Office shall ensure that prosecutors specialize in juveniles and juveniles in criminal matters for young adults, with a strong emphasis on personal characteristics in the selection of prosecutors, and provides special training.

**036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur de « classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge ».**

( X ) Oui

( ) Non

[ ] NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser :

**037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :**

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
<b>Total</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>Durée excessive de la procédure</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>Non-exécution des décisions de justice</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>Arrestation injustifiée</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>Condamnation injustifiée</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Autre	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) :

## 2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice

038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes pour mesurer la confiance dans la justice et le degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
Enquêtes auprès des juges	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des procureurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des avocats	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres professionnels	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des parties	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des mineurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

<b>Enquêtes auprès du public</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
<b>Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaire - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées :

**039. Existe-t-il des statistiques hommes/femmes concernant les usagers des tribunaux, les personnes qui saisissent le tribunal, les victimes, les auteurs d'infractions etc. ?**

( ) Oui, veuillez préciser : .....

( X ) Non

Commentaire - Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

**040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :**

	<b>Autorité compétente pour traiter de la plainte</b>	<b>Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte</b>
<b>Tribunal concerné</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Instance supérieure</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Ministère de la Justice</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Conseil supérieur de la magistrature</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Autres organisations extérieures (ex. médiateur)</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non

Commentaires

**041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :**

	<b>Nombre de plaintes</b>	<b>Montant des indemnisations accordées</b>
<b>Tribunal concerné</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>Instance supérieure</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Ministère de la Justice</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Conseil supérieur de la magistrature</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Autres organisations extérieures (ex. médiateur)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile :

### 3. Organisation des tribunaux

#### 3.1. Tribunaux

##### 3.1.1 Nombre de tribunaux

##### 042. Nombre de tribunaux - entités juridiques.

	Nombre de tribunaux
<b>Nombre total des tribunaux - entités juridiques (1 + 2)</b>	9 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Nombre total des tribunaux de droit commun - entités juridiques (1.1 + 1.2 + 1.3)</b>	7 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance - entités juridiques</b>	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1.2 Tribunaux de droit commun de deuxième instance - entités juridiques</b>	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1.3 Tribunaux de droit commun de la plus haute instance - entités juridiques</b>	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Nombre total des tribunaux spécialisés - entité juridiques</b>	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

##### 043. Nombre de tribunaux spécialisés - entités juridiques.

	Première instance	Instances supérieures
<b>Nombre total des tribunaux spécialisés - entités juridiques</b>	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

<b>Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Tribunaux des faillites</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Tribunaux du travail</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Tribunaux des affaires familiales</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Tribunaux administratifs</b>	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Tribunaux militaires</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Tribunaux pour enfants</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Autres tribunaux spécialisés</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « Autres tribunaux spécialisés », veuillez donner des précisions :

#### 044. Nombre de tribunaux - implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux (implantations géographiques)
<b>Tribunaux de première instance - implantations géographiques (sont incluses ici les juridictions de droit commun de première instance et les juridictions spécialisées de première instance)</b>	17 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Tous les tribunaux - implantations géographiques (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)</b>	20 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

=

**045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :**

	Nombre de tribunaux
Une petite créance	17 [ ] NA [ ] NAP
Le licenciement	16 [ ] NA [ ] NAP
Le vol avec violence	16 [ ] NA [ ] NAP
Faillite	16 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires

**045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?**

Oui

Non

Commentaire - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance :

**045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :**

[ 6 400 ]

Commentaires

**C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : MoJ

**3.2. Personnel des tribunaux**

**3.2.1 Juges et personnels non-juges**

**046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)**

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	234 [ ] NA [ ] NAP	85 [ ] NA [ ] NAP	149 [ ] NA [ ] NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	169 [ ] NA [ ] NAP	50 [ ] NA [ ] NAP	119 [ ] NA [ ] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	46 [ ] NA [ ] NAP	20 [ ] NA [ ] NAP	26 [ ] NA [ ] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les Cours suprêmes	19 [ ] NA [ ] NAP	15 [ ] NA [ ] NAP	4 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

=

### 046-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les juges avec une rémunération proportionnellement réduite ?

Oui

Non

Commentaires

### 046-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

Garde d'enfants

Soins aux personnes âgées

A des fins de retraite anticipée

Autre raison, veuillez préciser health reasons

Sans raison

Commentaires

### 046-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de juges travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de juges) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
1. En première instance (%)	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP

<b>3. Au niveau des Cours suprêmes (%)</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
--	------------------------	------------------------	------------------------

Commentaires

### 046-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un juge exerçant à temps partiel comparé à un juge exerçant à temps plein ?

- ( ) Moins de 50 %  
 ( ) 50 – 60%  
 ( ) 60 - 80%  
 ( ) Plus de 80 %  
 [ ] NA  
 [X] NAP

Commentaires The percentage is not fixed. It's as requested and decision of the court president.

=

### 046-2. Nombre de juges (ETP) par type d'affaires:

	Total	Civiles et/ou commerciales	Pénales	Administratives	Autres
<b>Nombre total de juges</b>	234 [ ] NA [ ] NAP	[X] NA [ ] NAP	[X] NA [ ] NAP	42 [ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [X] NAP
<b>Première instance</b>	169 [ ] NA [ ] NAP	[X] NA [ ] NAP	[X] NA [ ] NAP	25 [ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [X] NAP
<b>Deuxième instance</b>	46 [ ] NA [ ] NAP	23 [ ] NA [ ] NAP	12 [ ] NA [ ] NAP	11 [ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [X] NAP
<b>Cours suprêmes</b>	19 [ ] NA [ ] NAP	8 [ ] NA [ ] NAP	5 [ ] NA [ ] NAP	6 [ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [X] NAP

Si « Autres », veuillez expliquer quels types d'affaires : In the first instance we don't have judges formally separated as criminal or civil judges.

=

### 047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
<b>Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)</b>	9 [ ] NA [ ] NAP	4 [ ] NA [ ] NAP	5 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance</b>	6 [ ] NA [ ] NAP	2 [ ] NA [ ] NAP	4 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)</b>	2 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP

3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	1	1	0
	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tels (si possible, au 31 décembre de l'année de référence).**

	Donnée
Donnée brute	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Donnée en équivalent temps plein	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

**048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?**

Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

Non

NAP

Commentaires

**049. Nombre de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée).**

	Donnée
Donnée brute	502 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Donnée en équivalent temps plein	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :**

	Oui	Non	Echevinage
Affaires pénales (infractions graves)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Affaires pénales (infractions mineures)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Affaires familiales	( )	( X )	( )
Affaires de droit du travail	( )	( X )	( )
Affaires de droit social	( )	( X )	( )
Affaires commerciales	( )	( X )	( )
Affaires de faillite	( )	( X )	( )
Autre affaires civiles	( )	( X )	( )

[ ] NAP

Commentaire - Si « Autres affaires civiles », veuillez préciser :

**050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

**050-1. Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?**

[ ] Affaires pénales

[ ] Affaires autres que pénales

Commentaires

**051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?**

[ ]

[ ] NA

[ X ] NAP

Commentaires

=

**052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).**

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	825 [ ] NA [ ] NAP	124 [ ] NA [ ] NAP	701 [ ] NA [ ] NAP

1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	51 [ ] NA [ ] NAP	5 [ ] NA [ ] NAP	46 [ ] NA [ ] NAP
2. Personnels non-juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, aide à la préparation de la décision)	591 [ ] NA [ ] NAP	45 [ ] NA [ ] NAP	546 [ ] NA [ ] NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	77 [ ] NA [ ] NAP	21 [ ] NA [ ] NAP	56 [ ] NA [ ] NAP
4. Personnels techniques	73 [ ] NA [ ] NAP	51 [ ] NA [ ] NAP	22 [ ] NA [ ] NAP
5. Autres personnels non juges	33 [ ] NA [ ] NAP	2 [ ] NA [ ] NAP	31 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « Autres personnels non-juges », veuillez préciser : Trainees are not included in the numbers provided for Q52 and Q52-1.

**052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).**

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	825 [ ] NA [ ] NAP	124 [ ] NA [ ] NAP	701 [ ] NA [ ] NAP
1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	648 [ ] NA [ ] NAP	78 [ ] NA [ ] NAP	570 [ ] NA [ ] NAP
2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	88 [ ] NA [ ] NAP	13 [ ] NA [ ] NAP	75 [ ] NA [ ] NAP
3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	89 [ ] NA [ ] NAP	33 [ ] NA [ ] NAP	56 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires

=

**053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences**

**autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :**

- Pour l'aide judiciaire
- En matière familiale
- Pour les ordres de paiement
- Pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- Exécution des affaires civiles
- Exécution des affaires pénales
- Pour les affaires non contentieuses
- Autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions :

**054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :**

- la maintenance informatique
- la formation du personnel
- la sécurité
- les archives
- le nettoyage
- autres types de services (veuillez préciser) : .....

Commentaires interpreters (in some courts and some languages)

**C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : MoJ

### 3.3.Ministère public

#### 3.3.1.Procureurs et personnel

**055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, auprès de tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées).**

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	169 [ ] NA [ ] NAP	50 [ ] NA [ ] NAP	119 [ ] NA [ ] NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :



=

### 055-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les procureurs avec une rémunération proportionnellement réduite ?

Oui

Non

Commentaires

### 055-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

Garde d'enfants

Soins aux personnes âgées

A des fins de retraite anticipée

Autre raison, veuillez préciser health

Sans raison

Commentaires

### 055-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de procureurs travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de procureurs) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
1. En première instance (%)	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP

<b>3. Au niveau des Cours suprêmes (%)</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
--	------------------------	------------------------	------------------------

Commentaires

**055-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un procureur exerçant à temps partiel comparé à un procureur exerçant à temps plein ?**

- ( ) Moins de 50 %  
 ( ) 50 - 60%  
 ( ) 60 - 80%  
 ( ) Plus de 80 %  
 [ ] NA  
 [X] NAP

Commentaires Percentage is not set by law.

**056. Nombre de chefs des ministères publics.**

	<b>Total</b>	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>
<b>Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)</b>	5 [ ] NA [ ] NAP	2 [ ] NA [ ] NAP	3 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance</b>	[ ] NA [X] NAP	[ ] NA [X] NAP	[ ] NA [X] NAP
<b>2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)</b>	[ ] NA [X] NAP	[ ] NA [X] NAP	[ ] NA [X] NAP
<b>3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes</b>	[ ] NA [X] NAP	[ ] NA [X] NAP	[ ] NA [X] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus : .

**057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?**

- ( ) Oui  
 (X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

**057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :**

[            ]  
 [ ] NA

**059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?**

- ( ) Oui  
 ( ) Non

Commentaires

**059-1. Les parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?**

	-
<b>Violence domestique</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Violence sexuelle</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

=

**060. Nombre de personnel (non-procureurs) rattaché au ministère public, si possible au 31 décembre de l'année de référence et sans le nombre de personnels non-juges, v. question 52 (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement pourvus).**

	Total	Hommes	Femmes
<b>Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public</b>	89 [ ] NA	29 [ ] NA	60 [ ] NA

Commentaires More males have been hired.

**C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : Prosecutor's Office
-------------------------------

**3.4.Parité hommes/femmes**

**3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité**

**061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :**

Oui, veuillez préciser	Non
------------------------	-----

<b>des juges</b>	( )	( X )
<b>des procureurs</b>	( )	( X )
<b>du personnel non-juge</b>	( )	( X )
<b>des avocats</b>	( )	( X )
<b>des notaires</b>	( )	( X )
<b>des agents d'exécution</b>	( )	( X )

[ ] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

**061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :**

	Oui, veuillez préciser	Non
<b>des juges</b>	( )	( X )
<b>des procureurs</b>	( )	( X )
<b>du personnel non-juge</b>	( )	( X )
<b>des avocats</b>	( )	( X )
<b>des notaires</b>	( )	( X )
<b>des agents d'exécution</b>	( )	( X )

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, ou bien si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

=

**061-3-1. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre de la procédure de désignation des :**

	Oui / Non
<b>Présidents des tribunaux</b>	( ) Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] ( X ) Non
<b>Chefs des ministères publics</b>	( ) Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] ( X ) Non

Commentaires

### 3.4.2 Au niveau national

**061-5. Votre pays dispose-t-il d'un document général (par exemple une politique/ stratégie/ un plan d'action/ programme) sur la parité hommes/femmes qui s'applique spécifiquement au système judiciaire?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire. Pouvez-vous indiquer les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s) , ou nous le/les adresser/ télécharger ?

**061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances) / une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :**

	Oui, veuillez préciser	Non
<b>Le recrutement des juges</b>	( X ) The Gender Equality and Equal Treatment Commissioner	( )
<b>La promotion des juges</b>	( X ) The Gender Equality and Equal Treatment Commissioner	( )
<b>Le recrutement des procureurs</b>	( X ) The Gender Equality and Equal Treatment Commissioner	( )
<b>La promotion des procureurs</b>	( X ) The Gender Equality and Equal Treatment Commissioner	( )
<b>Le recrutement du personnel non-juge</b>	( X ) The Gender Equality and Equal Treatment Commissioner	( )
<b>La promotion du personnel non-juge</b>	( X ) The Gender Equality and Equal Treatment Commissioner	( )

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire :

**061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :**

(titre, date, nature du texte) <https://www.riigiteataja.ee/akt/110012019019?leiaKehtiv>

[ ] NAP

**061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :**

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la Justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité hommes/femmes) The Gender Equality and Equal Treatment Commissioner is an independent and impartial public official. The Commissioner provides advice and assistance for people who feel they have been discriminated against. Everyone who feels, that they have been discriminated against on the basis of their gender, nationality, ethnic origin, religion or other beliefs, age, disability, sexual orientation, domestic responsibilities, family-related duties, belonging to a trade union or duty to serve in defence forces can contact the Commissioner. Moreover, the Commissioner actively advocates for equal opportunities and possibilities as well as monitors compliance with the Equal Treatment Act and the Gender Equality Act both in public and private sector. Estonian Gender Equality and Equal Treatment Commissioner is Liisa Pakosta. The Commissioner is supported by the office of the Commissioner.

[ ] NAP

**061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :**

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours) Has a consultive function

[ ] NAP

**3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public**

**061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :**

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	( )	( X )
dans les services du ministère public (procureurs)	( )	( X )
pour le personnel non-juge des tribunaux	( )	( X )

Commentaires - Veuillez apporter des détails sur cette personne/institution, notamment ses titres/ses fonctions :

**061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :**

Oui	Non

<b>Affectation dans les différents postes</b>	( )	( X )
<b>Répartition de la charge de travail</b>	( )	( X )
<b>Horaires de travail</b>	( )	( X )
<b>Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail</b>	( )	( X )
<b>Remplacement des personnes absentes</b>	( )	( X )
<b>Organisation des audiences</b>	( )	( X )
<b>Autres</b>	( )	( X )

Commentaires -Si « Autres », veuillez préciser. Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.

**061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :**

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) :

les mesures prévues (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

[ X ] NAP

**061-10. Existe-t-il des études d'évaluation ou des rapports officiels concernant les principales causes d'éventuelles inégalités en matière de :**

- [ ] Procédures de recrutement, veuillez préciser: .....
- [ ] Nomination au poste de président de juridiction, veuillez préciser: .....
- [ ] Nomination au poste de chef de ministère public, veuillez préciser: .....
- [ ] Procédures de promotion et l'accès aux postes de responsabilité, veuillez préciser: .....
- [ ] Autres études, veuillez préciser: .....

[ X ] NAP

Commentaire - Veuillez préciser également les documents de référence :

### 3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

#### 3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

##### 062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

	Organisation
Politiques et stratégies informatiques	<input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national par une institution <input checked="" type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau de l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> Autre
Gouvernance informatique	<input type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national par une institution <input checked="" type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Organisées au niveau de l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> Autre

Commentaires

##### 065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre)

##### 065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches »

**065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?**

- Oui
- Non

**065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :**

- les processus opérationnels
- la charge de travail
- les ressources humaines
- les coûts
- autres, veuillez préciser .....

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact)

**3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel**

**065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?**

- Oui
- Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent)

**065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?**

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.)

**3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision**

**062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence,**

etc.) ?

Oui

No

Commentaires

**062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser : Not all personal data is anonymised. E.g in criminal matters the name of the accused person is visible and only anonymised when her or his punishments is deleted.

**062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?**

Oui

Non

Commentaires

**062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :**

Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès

### 3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction



062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

Oui

Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité
Civile et/ou commerciale	<p><input checked="" type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p><input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> NA</p>
Pénale	<p><input checked="" type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p><input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> NA</p>

<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) <input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) <input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) <input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) <input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) <input type="checkbox"/> NA
-----------------------	---

### 062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

Oui

Non

Commentaires Courts have adopted voice recognition software.

#### 062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

	Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
<b>Pénale</b>	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

<b>Administrative</b>	( ) dans tous les tribunaux	( X ) dans tous les tribunaux	( X ) Oui
	( ) dans la plupart des tribunaux	( ) dans la plupart des tribunaux	( ) Essai pilote
	( ) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes	( ) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes	( ) Non
	( X ) non disponible pour cette matière	( ) non disponible pour cette matière	[ ] NA
	[ ] NA	[ ] NA	

### 062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

**Taux de disponibilité :**

- ( X ) 100% - accessible à tous dans le système judiciaire
- ( ) 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- ( ) 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- ( ) 1-9% - dans un seul tribunal
- ( ) 0% (NAP) - Pas d'accès

[ ] NA

Commentaires

### 3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

#### 063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

- ( X ) Oui
- ( ) Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

#### 063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co nnection d'un CMS avec un outil statistique

<b>Civile et/ou commerciale</b>	( X ) 100% ( ) 50-99% ( ) 10-49% ( ) 1-9% ( ) 0% (NAP) [ ] NA	( X ) Accessible aux parties ( ) Publication de la décision en ligne ( ) Les deux ( ) Non accessible [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( X ) Entièrement intégré, y compris BI ( ) Intégré ( ) Non intégré mais connecté ( ) Pas du tout connecté [ ] NA [ ] NAP
<b>Pénale</b>	( X ) 100% ( ) 50-99% ( ) 10-49% ( ) 1-9% ( ) 0% (NAP) [ ] NA	( X ) Accessible aux parties ( ) Publication de la décision en ligne ( ) Les deux ( ) Non accessible [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( X ) Entièrement intégré, y compris BI ( ) Intégré ( ) Non intégré mais connecté ( ) Pas du tout connecté [ ] NA [ ] NAP
<b>Administrative</b>	( X ) 100% ( ) 50-99% ( ) 10-49% ( ) 1-9% ( ) 0% (NAP) [ ] NA	( X ) Accessible aux parties ( ) Publication de la décision en ligne ( ) Les deux ( ) Non accessible [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( X ) Entièrement intégré, y compris BI ( ) Intégré ( ) Non intégré mais connecté ( ) Pas du tout connecté [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser : Status of integration of a CMS with a statistical tool: Statistical tool has been improved.

## 063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

	<b>Taux de déploiement</b>	<b>Données consolidées au niveau national</b>	<b>Service disponible en ligne</b>	<b>Module statistique intégré ou connecté</b>
<b>Registre foncier</b>	( X ) 100% ( ) 50-99% ( ) 10-49% ( ) 1-9% ( ) 0% (NAP) [ ] NA	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP

<b>Registre du commerce</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100%	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
	<input type="checkbox"/> 50-99%	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Non
	<input type="checkbox"/> 10-49%	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> 1-9%	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP
	<input type="checkbox"/> 0% (NAP)			
	<input type="checkbox"/> NA			

Commentaires – Si d’autres registres sont concernés, veuillez préciser :

## Pilotage budgétaire et financier

### 063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l’outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d’autres ministères (des finances notamment)
<b>Gestion budgétaire et financière des tribunaux</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Gestion des frais de justice</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Autres (préciser en commentaires)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires "Other": For example, all the costs related to state legal aid.

## Autres outils d’administration des tribunaux

### 063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l’activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

Commentaires

#### 063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
--------------------------------	---	--	---------------------------

<b>Pour les juges</b>	( X ) 100% ( ) 50-99% ( ) 10-49% ( ) 1-9% ( ) 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	( X ) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	( X ) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	( X ) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Pour les procureurs</b>	( X ) 100% ( ) 50-99% ( ) 10-49% ( ) 1-9% ( ) 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	( X ) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	( X ) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	( X ) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Pour le personnel non-juge/ non-procureur</b>	( X ) 100% ( ) 50-99% ( ) 10-49% ( ) 1-9% ( ) 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	( X ) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	( X ) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	( X ) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

### 3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

**064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
<b>Civile et/ou commerciale</b>	( X ) 100% ( ) 50-99% ( ) 10-49% ( ) 1-9% ( ) 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	( ) Oui ( X ) Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	( X ) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	( X ) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Pénale</b>	( X ) 100% ( ) 50-99% ( ) 10-49% ( ) 1-9% ( ) 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	( ) Oui ( X ) Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	( X ) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	( X ) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------	---	--	--	--

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser In all cases, simultaneous submission is possible, but not compulsory.

### 064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

Oui

Non

Commentaires

#### 064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	<b>Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique</b>
<b>Taux de disponibilité</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
<b>Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Information disponible dans le CMS</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

### 064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

Oui

Non

Commentaires

#### 064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
<b>Civile et/ou commerciale</b>	[ X ]	[ ]	[ ]	[ ] SMS [ X ] Courrier électronique [ X ] Application informatique spécifique [ ] Autres	[ X ]
<b>Pénale</b>	[ X ]	[ ]	[ ]	[ ] SMS [ X ] Courrier électronique [ X ] Application informatique spécifique [ ] Autres	[ X ]
<b>Administrative</b>	[ X ]	[ ]	[ ]	[ ] SMS [ X ] Courrier électronique [ X ] Application informatique spécifique [ ] Autres	[ X ]

Commentaires

## Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique	Disponibilité pour

<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat

Commentaires Public e-file now contains information about different deadlines and calendar functionality (which includes trials).

**064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)**

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Services de police judiciaire	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui

Commentaires

**064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés (contentieux relatif aux petites créances, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire) ?**

Oui

Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant.

### Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

**064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition des parties, etc.).**

Oui

Non

Commentaires

**064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :**

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

**064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)**

Oui

Non

Commentaires If there is a virtual hearing, then it's possible to record video aswell.

**064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

### 064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	<b>Admissibilité de la preuve électronique</b>	<b>Cadre législatif</b>
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP
<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP
<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Autres dispositifs de communication électronique entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers

## 3.6. Performance et évaluation

### 3.6.1 Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?**

	Oui / Non
dans les tribunaux	( ) Oui ( X ) Non
dans les services du ministère public	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires

### **3.6.2 Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public**

**077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :**

- [ X ] nombre de nouvelles affaires
- [ X ] durée des procédures (délais)
- [ X ] nombre d'affaires terminées
- [ X ] nombre d'affaires pendantes
- [ X ] stocks d'affaires
- [ X ] productivité des juges et des personnels des tribunaux
- [ X ] satisfaction du personnel des tribunaux
- [ X ] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- [ ] coûts des procédures judiciaires
- [ ] nombre de recours
- [ ] taux de recours
- [ X ] clearance rate
- [ X ] disposition time
- [ ] autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:**

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?**

- Oui
- Non

Commentaires

**073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence:**

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si « Moins fréquente » ou « Plus fréquente », veuillez préciser : 4 times a year.

**073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?**

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?**

Oui

Non

Commentaires

**073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?**

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

**073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?**

Oui

Non

Commentaires

**073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?**

Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

=

**079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) ?**

Conseil Supérieur de la Magistrature

Ministère de la Justice

Organe d'inspection

Cour Suprême

Organe d'audit externe

Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) ?**

- Conseil supérieur des procureurs
- Ministère de la Justice
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**3.6.3 Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public**

**070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :**

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :**

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)

- [ X ] coûts des procédures judiciaires
- [ X ] clearance rate
- [ X ] disposition time
- [ X ] pourcentage de condamnations et d'acquittements
- [ ] autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):**

- [ X ] en matière civile
- [ X ] en matière pénale
- [ X ] en matière administrative

Commentaires

**072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?**

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
<b>dans les tribunaux</b>	( X ) CMS	( )
<b>dans les services du ministère public</b>	( X ) CMS	( )

Commentaires

**3.6.4 Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public**

**080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?**

- ( X ) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) : MoJ, The Supreme Court
- ( ) Non

Commentaires

**080-1. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal sont-elles publiées ?**

- ( X ) Oui, sur internet
- ( ) Non, seulement en interne (sur un site intranet)
- ( ) Non

Commentaires

=

**080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?**

- ( X ) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) : .....

Non

Commentaires

**080-3. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public sont-elles publiées ?**

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires

=

**081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

**081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:**

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires

**081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :**

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

=

**081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

**081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:**

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires

**081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :**

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

### 3.6.5 Administration des tribunaux

**082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

### 3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

**083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?**

Oui

Non

Commentaires

**083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :**

Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)

Pouvoir législatif

Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

Président de la juridiction

Autre (veuillez préciser) : .....

NAP

Commentaires

**114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?**

Oui

Non

Commentaires

**114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :**

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

=

**083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?**

Oui

Non

Commentaires

**083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :**

Pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la Justice)

Procureur général /Procureur de la République

Conseil supérieur des procureurs

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Autre (veuillez préciser) : .....

NAP

Commentaires

**120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?**

Oui

Non

Commentaires

**120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :**

Annuelle

Moins fréquente

( ) Plus fréquente

Commentaires

#### C4. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Prosecutors' office

### 4. Procès équitable

#### 4.1. Principes

##### 4.1.1 Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

[            ]

[ X ] NA

[ ] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

085-1. i oui, quel est le ratio entre le nombre total de procédures de récusation initiées et le nombre de récusations qui ont été prononcées (au cours de l'année de référence) ?

[            ]

[ X ] NA

Commentaires

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ?

[ X ] Pour les procédures civiles (non-exécution)

[ X ] Pour les procédures civiles (durée)

[ X ] Pour les procédures pénales (durée)

[ ] NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour européenne des droits de l'homme au niveau de l'Etat / au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir

d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées) :

**086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation de la Convention européenne des droits de l'homme par la Cour Européenne des droits de l'homme ?**

Oui

Non

NAP

Commentaires

**D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : MoJ

**4.2. Durée des procédures**

**4.2.1 Informations générales**

**087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :**

en matière civile

en matière pénale

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**088. Existe-t-il des procédures simplifiées :**

en matière civile (petits litiges)

en matière pénale (infractions mineures)

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements oralement, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?**

affaires civiles

affaires pénales

affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de**

traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

#### 4.2.2 Gestion des flux d'affaires – première instance



##### 091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
<b>Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>	24 913 [ ] NA [ ] NAP	310 988 [ ] NA [ ] NAP	315 176 [ ] NA [ ] NAP	21 402 [ ] NA [ ] NAP	589 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)</b>	7 097 [ ] NA [ ] NAP	18 950 [ ] NA [ ] NAP	18 920 [ ] NA [ ] NAP	6 998 [ ] NA [ ] NAP	487 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)</b>	16 910 [ ] NA [ ] NAP	289 301 [ ] NA [ ] NAP	293 725 [ ] NA [ ] NAP	13 416 [ ] NA [ ] NAP	67 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)</b>	11 968 [ ] NA [ ] NAP	60 270 [ ] NA [ ] NAP	64 011 [ ] NA [ ] NAP	8 120 [ ] NA [ ] NAP	67 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>	4 942 [ ] NA [ ] NAP	229 031 [ ] NA [ ] NAP	229 714 [ ] NA [ ] NAP	5 296 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier</b>	3 159 [ ] NA [ ] NAP	108 686 [ ] NA [ ] NAP	108 869 [ ] NA [ ] NAP	4 013 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP

<b>2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce</b>	1 783 [ ] NA [ ] NAP	120 345 [ ] NA [ ] NAP	120 845 [ ] NA [ ] NAP	1 283 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>3. Affaires administratives</b>	906 [ ] NA [ ] NAP	2 737 [ ] NA [ ] NAP	2 531 [ ] NA [ ] NAP	988 [ ] NA [ ] NAP	35 [ ] NA [ ] NAP
<b>4. Autres affaires</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires MoJ

In 2020, there have been difficulties with filling the vacancies of judge positions in the biggest county court (judges going on maternity leave or retirement), which may have resulted in an increase in pending cases older than 2 years in general.

**092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :**

. Payment order and other matters on petition

**093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :**

. NAP

**094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.**

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
<b>Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)</b>	1 859 [ ] NA [ ] NAP	20 392 [ ] NA [ ] NAP	20 385 [ ] NA [ ] NAP	1 688 [ ] NA [ ] NAP	59 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Infractions graves</b>	597 [ ] NA [ ] NAP	5 210 [ ] NA [ ] NAP	5 114 [ ] NA [ ] NAP	642 [ ] NA [ ] NAP	28 [ ] NA [ ] NAP

<b>2. Infractions mineures</b>	675 [ ] NA [ ] NAP	5 952 [ ] NA [ ] NAP	5 926 [ ] NA [ ] NAP	574 [ ] NA [ ] NAP	19 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Autres affaires pénales</b>	587 [ ] NA [ ] NAP	9 230 [ ] NA [ ] NAP	9 345 [ ] NA [ ] NAP	472 [ ] NA [ ] NAP	12 [ ] NA [ ] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :  
Other criminal cases: for example different enforcement and pretrial cases. The pandemic has affected the courts activity in criminal matters in general. The criminal procedure law was not as flexible when judges had to work online. The complete revision of the criminal procedure law is ongoing and will come into force next year.

#### 4.2.3 Gestion des flux d'affaires – seconde instance



##### 097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
<b>Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>	1 154 [ ] NA [ ] NAP	4 060 [ ] NA [ ] NAP	4 015 [ ] NA [ ] NAP	1 148 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)</b>	644 [ ] NA [ ] NAP	1 745 [ ] NA [ ] NAP	1 784 [ ] NA [ ] NAP	585 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)</b>	222 [ ] NA [ ] NAP	1 070 [ ] NA [ ] NAP	1 045 [ ] NA [ ] NAP	221 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)</b>	222 [ ] NA [ ] NAP	1 070 [ ] NA [ ] NAP	1 045 [ ] NA [ ] NAP	221 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP

<b>2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				
<b>2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				
<b>2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				
<b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				
<b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				
<b>3. Affaires administratives</b>	288 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 245 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 186 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	342 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>4. Autres affaires</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser.

#### 098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	<b>Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.</b>	<b>Nouvelles affaires</b>	<b>Affaires terminées</b>	<b>Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.</b>	<b>Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance</b>
<b>Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)</b>	136 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 993 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 982 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	146 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Infractions graves</b>	126 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 874 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 860 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	139 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Infractions mineures</b>	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	119 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	122 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	7 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Autres affaires</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. The pandemic has affected the courts activity in criminal matters in general. The criminal procedure law was not as flexible when judges had to work online. The complete revision of the criminal procedure law is ongoing and will come into force next year.

#### 4.2.4 Gestion des flux d'affaires – Cour suprême



099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
<b>Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>	61 [ ] NA [ ] NAP	196 [ ] NA [ ] NAP	170 [ ] NA [ ] NAP	87 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)</b>	28 [ ] NA [ ] NAP	122 [ ] NA [ ] NAP	102 [ ] NA [ ] NAP	48 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

<b>3. Affaires administratives</b>	33 [ ] NA [ ] NAP	74 [ ] NA [ ] NAP	68 [ ] NA [ ] NAP	38 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>4. Autres affaires</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP			

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser.

### 099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

( X ) Oui, veuillez indiquer le nombre d'affaires classées par cette procédure 2872

( ) Non

Commentaires

### 100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
<b>Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)</b>	10 [ ] NA [ ] NAP	101 [ ] NA [ ] NAP	88 [ ] NA [ ] NAP	23 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Infractions graves</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2. Infractions mineures</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>3. Autres affaires pénales</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :  
The pandemic has affected the courts activity in criminal matters in general. The criminal procedure law was not as flexible when judges had to work online. the complete revision of the criminal procedure law is ongoing and will come into force next year.

### 4.2.5 Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

#### 101. Nombre d'affaires contentieuses spécifiques reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans
<b>Divorce contentieux</b>	194 [ ] NA [ ] NAP	841 [ ] NA [ ] NAP	860 [ ] NA [ ] NAP	174 [ ] NA [ ] NAP	3 [ ] NA [ ] NAP

<b>Licenciement</b>	180 [ ] NA [ ] NAP	337 [ ] NA [ ] NAP	255 [ ] NA [ ] NAP	250 [ ] NA [ ] NAP	10 [ ] NA [ ] NAP
<b>Faillite</b>	230 [ ] NA [ ] NAP	1 614 [ ] NA [ ] NAP	1 571 [ ] NA [ ] NAP	232 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP
<b>Vol avec violence</b>	13 [ ] NA [ ] NAP	66 [ ] NA [ ] NAP	70 [ ] NA [ ] NAP	9 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP
<b>Homicide volontaire</b>	3 [ ] NA [ ] NAP	12 [ ] NA [ ] NAP	7 [ ] NA [ ] NAP	8 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires



=

**101-0. Nombre de procédures/ affaires relatives aux demandeurs d'asile et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers.**

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans
<b>Procédures non-juridictionnelles relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Procédures non-juridictionnelles relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)</b>	6 [ ] NA [ ] NAP	30 [ ] NA [ ] NAP	31 [ ] NA [ ] NAP	4 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers</b>	1 [ ] NA [ ] NAP	101 [ ] NA [ ] NAP	101 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires

**101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :**

.. <https://www.riigiteataja.ee/en/eli/516012017005/consolide>

**101-2. Nombre d'affaires d'abus sexuels d'enfants et de pornographie infantine reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.**

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Abus sexuels d'enfants	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
Pornographie infantine	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaire - Veuillez expliquer les définitions juridiques de ces catégories d'infractions dans votre système :

**102. Pourcentage des décisions ayant fait objet d'un appel, durée moyenne des procédures et pourcentage d'affaires pendants depuis plus de 3 ans pour toutes les instances, concernant des affaires contentieuses spécifiques. La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'instruction en matière pénale, ainsi que de la phase d'exécution.**

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendants depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
Affaires civiles et commerciales contentieuses	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 7 [ ] NA [ ] NAP	120 [ ] NA [ ] NAP	126 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 0 [ ] NA [ ] NAP
Divorce contentieux	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 2 [ ] NA [ ] NAP	85 [ ] NA [ ] NAP	60 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 0 [ ] NA [ ] NAP
Licenciement	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 27 [ ] NA [ ] NAP	218 [ ] NA [ ] NAP	150 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 0 [ ] NA [ ] NAP

<b>Faillite</b>	Valeur numérique maximale autorisée : 100 4 [ ] NA [ ] NAP	61 [ ] NA [ ] NAP	85 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 0 [ ] NA [ ] NAP
<b>Vol avec violence</b>	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [ X ] NA [ ] NAP	70 [ ] NA [ ] NAP	49 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 0 [ ] NA [ ] NAP
<b>Homicide volontaire</b>	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [ X ] NA [ ] NAP	187 [ ] NA [ ] NAP	63 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 0 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires

**103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :**

. <https://www.riigiteataja.ee/en/eli/524072017001/consolide>

**104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.**

. We look at the length of the proceedings from the date of arrival of the matter until it is resolved in one instance, and then we find the arithmetic mean of these elements.

#### 4.2.6 Gestion des flux d'affaires – ministère public

**105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :**

- diriger ou superviser l'enquête policière
- mener des enquêtes
- quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- porter une accusation
- soumettre l'affaire au tribunal

proposer une peine au juge

faire appel

superviser la procédure d'exécution

classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)

clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge

autres attributions significatives (veuillez préciser) : .....

Commentaires

### 106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

affaire civiles

affaires administratives

affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

### 107. Procureurs : Nombre total d'affaires pénales en 1ère instance

	Nombre d'affaires
<b>1. Affaires pendantes au 1er Janvier de l'année de référence</b>	2 397 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Affaires nouvelles/reçues</b>	25 817 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Affaires traitées (3.1+3.2+3.3+3.4)</b>	9 378 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3.1. Classées pendant l'année de référence (3.1.1+3.1.2+3.1.3+3.1.4)</b>	3 895 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3.1.1. Classées par le procureur parce que l'auteur n'a pas pu être identifié</b>	765 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3.1.2 Classées par le procureur en raison d'une absence de constat d'infraction ou en raison d'une situation juridique particulière</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3.1.3 Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3.1.4 Classement pour d'autres raisons</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3.2. Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3.3. Affaires clôturées par le procureur pour d'autres raisons</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3.4. Affaires portées devant les tribunaux	5 483 [ ] NA [ ] NAP
4. Affaires pendantes au 31 décembre de l'année de référence	2 397 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires The number of incoming cases is given by registered crimes. the number of cases resolved is given by the number of persons in respect of whom a procedural decision has been made.

**107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été terminées par le biais de cette procédure ?**

	Total	Infractions graves	Infractions mineures
Nombre total de procédures du plaider coupable	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
Avant la procédure judiciaire principale devant les tribunaux	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
Pendant la procédure judiciaire principale	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaires

**109. Les données communiquées dans le cadre de la Q107 incluent-elles le contentieux routier ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires Only the ones that are classified as criminal offences.

**D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : MoJ

**5. Carrière des juges et procureurs**

**5.1. Recrutement et promotion**

**5.1.1 Recrutement et promotion des juges**

**110. Comment les juges sont-ils recrutés ?**

[ ] principalement par concours (concours ouvert)

[ ] principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

[ ] une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

[ X ] autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :**

- Une instance composée seulement de juges
- Une instance composée seulement de non juges
- Une instance / des instances composée(s) de juges et de non-juges
- Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

**111-1. Combien de membres composent cette instance ?**

	Total	Hommes	Femmes
<b>Membres</b>	16 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose ses membres :

**111-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?**

- Oui
- Non

Commentaire - Veuillez préciser quel organe est compétent pour décider en appel : The Supreme Court.

**112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges : (réponses multiples possibles)**

- Concours/Examen
- Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)
- Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) :

**113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge : (réponses multiples possibles)**

- Les années d'expérience
- Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

- La performance (quantitative)
- Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
- Autre(s)
- Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

## **5.1.2 Statuts, recrutement et promotion des procureurs**

### **115. Quel est le statut du ministère public ?**

- Un statut indépendant en tant qu'entité distincte parmi les institutions de l'État
- Fait partie du pouvoir exécutif mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)
- Fait partie du pouvoir exécutif (sans indépendance fonctionnelle)
- Fait partie du pouvoir judiciaire mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)
- Fait partie du pouvoir judiciaire (sans indépendance fonctionnelle)
- Un modèle mixte (veuillez expliquer)
- Un autre statut (veuillez expliquer)

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (telles que le financement) et comment ces dernières sont établies (Constitution, législation etc.). De même, si « modèle mixte » ou « autre » veuillez préciser :

### **115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?**

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

### **115-2. Si vous avez répondu « Oui » à la Q115-1, y-a-t-il des exceptions prévues par la loi ?**

- Oui
- Non

Commentaire - Veuillez décrire ces exceptions :

### **115-3. Si vous avez répondu « Non » à la Q115-1, quelle autorité peut émettre des instructions spécifiques ?**

- Procureur général
- Procureur hiérarchiquement supérieur / Chef de service
- Pouvoir exécutif
- Autre

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

### **115-4. Quelle forme peuvent avoir ces instructions ?**

- Instruction orale
- Instruction orale avec confirmation écrite
- Instruction écrite
- Autre
- NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

### **115-5. Dans ce cas, ces instructions sont-elles :**

- Délivrées en ayant demandé l'avis préalable du Procureur compétent
- Obligatoires
- Motivées
- Enregistrées dans le dossier
- Autre
- NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

### **115-6. Quelle est la fréquence de ce type d'instructions ?**

- Exceptionnelles
- Occasionnelles
- Fréquentes
- Systématiques
- NAP

Commentaires

### **115-7. En cas d'instructions, le procureur peut-il s'opposer ou faire rapport à une institution ou à un organisme indépendant ?**

- Oui
- Non
- NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser à quel organisme/institution et veuillez décrire dans quelles conditions :

### **116. Comment sont recrutés les procureurs ?**

- principalement par concours (concours ouvert)
- principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)
- une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
- autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

### **117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :**

- Une instance composée seulement de procureurs
- Une instance composée seulement de non procureurs
- Une instance composée de procureurs et de non procureurs
- Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

### 117-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
<b>Membres</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose/nomme ses membres :

### 117-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

- Oui
- Non

Commentaire - Veuillez préciser quel est l'organe compétent pour décider en appel :

### 118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

- Oui
- Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ? .....

Commentaires

### 119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs ? (réponses multiples possibles)

- Concours / Examen
- Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)
- Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) :

### 119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur :

- Les années d'expérience
- Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
- La performance (quantitative)
- Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
- Autre(s)
- Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

### 5.1.3 Mandat et retraite des juges et procureurs



**121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?**

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :68

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

**121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :**

Pour des raisons disciplinaires

Pour des raisons organisationnelles

Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) : .....

Non

Commentaires At the moment, it is not possible to transfer a judge without his or her consent. There are plans to amend the law that in case the state declares an emergency or war situation, it would be possible temporarily. But the law has not yet been adopted.

**122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?**

Oui, durée de la période probatoire (en années) :3

Non

Commentaires

**123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?**

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :It depends on the position. Chief Prosecutors and the Prosecutor General are appointed specific term (five years) the others are appointed until retirement.

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

**124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?**

Oui, durée de la période probatoire (en années) : .....

Non

Commentaires

**125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?**

[            ]

NA

NAP

Commentaires

### 125-1. Est-il renouvelable ?

- Oui  
 Non  
 NAP

Commentaires

### 126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

- [ 5 ]  
 NA  
 NAP

Commentaires

### 126-1. Est-il renouvelable ?

- Oui  
 Non  
 NAP

Commentaires

## E1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : MoJ

## 5.2. Formation

### 5.2.1 Formation des juges

#### 127. Types de formations proposées des juges :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

<b>Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux</b>	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Formation continue à l'éthique</b>	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Formation continue sur la justice adaptée aux enfants</b>	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires

## 128. Fréquence de la formation continue des juges :

	<b>Fréquence de la formation</b>
<b>Formation continue générale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
<b>Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
<b>Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
<b>Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
<b>Formation continue à l'éthique</b>	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
<b>Formation continue sur la justice adaptée aux enfants</b>	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges :

## 5.2.2 Formation des procureurs

### 129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue générale	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue à l'éthique	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires

### 130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
Formation continue générale	[ X ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ ] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	[ X ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ ] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	[ X ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ ] Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	[ X ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ ] Pas de formation proposée

<b>Formation continue à l'éthique</b>	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
<b>Formation continue sur la justice adaptée aux enfants</b>	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs :

### 5.2.3 Instituts de formation

**131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?**

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
<b>Institution(s) pour les juges</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Institution(s) pour les procureurs</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Institution(s) commune(s) pour juges et procureurs</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Commentaires

**131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?**

	Budget de l'(des) institution(s) pour l'année de référence, en €
<b>Institution(s) pour les juges</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Institution(s) pour les procureurs</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Institution(s) commune(s) pour les juges et procureurs</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?**

. MoJ
-------

## 5.2.4 Nombre de formations

131-2. Nombre de formations continues disponibles et dispensées (en jours) par les institutions publiques responsable(s) de la formation.

	Nombre de formations en présentiel disponibles	Nombre de formations dispensées en présentiel en jours	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
<b>Total</b>	[ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ ] NAP
<b>1. Pour les juges</b>	[ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ ] NAP
<b>2. Pour les procureurs</b>	[ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ ] NAP
<b>3. Pour le personnel non-juge</b>	[ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ ] NAP
<b>4. Pour le personnel non-procureur</b>	[ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ ] NAP
<b>5. Formations pour les autres professionnels</b>	[ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ ] NAP

Commentaire - Veuillez préciser s'il existe des formations pour les juges et/ou procureurs qui incluent d'autres professionnels de la justice

131-3. Nombre de participants aux formations au cours de l'année de référence

	Nombre de participants aux formations en présentiel	Nombre de participants aux formations en ligne (e-learning)
<b>Total</b>	[ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ ] NAP
<b>Juges</b>	[ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ ] NAP
<b>Procureurs</b>	[ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ ] NAP
<b>Personnel non-juge</b>	[ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ ] NAP
<b>Personnel non-procureur</b>	[ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ ] NAP
<b>Autres professionnels</b>	[ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ ] NAP

### 5.3.Exercice de la profession

#### 5.3.1Salaires et avantages des juges et procureurs



#### 132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	51 962 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	40 068 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	67 942 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	52 392 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Procureur au début de sa carrière	47 556 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	36 672 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	53 353 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	41 145 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires Since 2010 the salary of prosecutors depends of the salary of the President and is indexed by 1 April of each calendar year. In 2018 the salary system of public prosecutors changed and with that the smallest salaries increased the most.

#### 133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Retraite spécifique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Logement de fonction	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autre avantage financier	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

#### 134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

=

**135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?**

	Rémunéré	Non rémunéré
<b>Enseignement</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Recherche et publication</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Arbitrage</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Consultant</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Fonction culturelle</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Fonction politique</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Médiateur</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Autre fonction</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser.

**137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?**

	Rémunéré	Non rémunéré
<b>Enseignement</b>	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Recherche et publication</b>	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Arbitrage</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Consultant</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Fonction culturelle</b>	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Fonction politique</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Médiateur</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Autre fonction</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser :

**139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?**

- Oui  
 Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser les conditions et si possible les montants :

### 5.3.2 Institution/organe d'éthique

**138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?**

- Oui  
 Non

Commentaires

**138-1. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?**

- Juges uniquement  
 Juges et représentants d'autres professions juridiques  
 Autre, veuillez préciser : .....

Commentaires

**138-2. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public?**

- Oui  
 Non  
[ ] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

**138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?**

- Oui  
 Non

Commentaires

**138-4. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?**

- Procureurs uniquement  
 Procureurs et représentants d'autres professions juridiques  
 Autre, veuillez préciser : .....

**138-5. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public ?**

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

**5.4.Procédures disciplinaires**

**5.4.1 Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions**



**140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (réponses multiples possibles)**

?

Justiciables

Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique

Cour suprême

Conseil supérieur de la magistrature

Tribunal disciplinaire

Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)

Médiateur (Ombudsman)

Parlement

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....

Autre (veuillez préciser) : .....

Ceci n'est pas possible

**141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (réponses multiples possibles) :**

Citoyens

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Procureur général/Procureur d'Etat

Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)

Tribunal disciplinaire

Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)

Médiateur (Ombudsman)

Organisme professionnel

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :Minister of Justice

Autre (veuillez préciser) : .....

Ceci n'est pas possible

**142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (réponses multiples possibles)**

- Tribunal
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....
- Autre (veuillez préciser) : .....

**143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (réponses multiples possibles)**

- Cour Suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :Minister of Justice
- Autre (veuillez préciser) : .....

**5.4.2 Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions**

**144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)**

	Juges	Procureurs
<b>Nombre total (1+2+3+4)</b>	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Faute déontologique</b>	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>2. Insuffisance professionnelle</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Délit pénal</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>4. Autre</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

**145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :**

	Juges	Procureurs
<b>Nombre total (total 1 à 10)</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Réprimande</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Suspension</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Retrait d'une affaire</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>4. Amende</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>5. Diminution de salaire temporaire</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>6. Rétrogradation de poste</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>7. Mutation géographique dans un autre tribunal</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>8. Démission</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>9. Autre</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>10. Révocation</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons.

**E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

## 6. Avocats

### 6.1. Profession d'avocat

#### 6.1.1 Statuts de la profession d'avocat

146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	1 096 <input type="checkbox"/> NA	559 <input type="checkbox"/> NA	537 <input type="checkbox"/> NA

Commentaires

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ( )

Non (X)

Commentaires

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[ ]

NA

NAP

Commentaires

=

149. La représentation légale devant les tribunaux est-elle exclusivement exercée par les avocats pour les : (réponses multiples possibles)

	Première instance	Deuxième instance	Cour suprême
Affaires civiles	( ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( ) Non <input type="checkbox"/> NAP

<b>Affaires de licenciement</b>	( ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( X ) Non [ ] NAP	( X ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( ) Non [ ] NAP
<b>Affaires pénales - Défendeur</b>	( ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( X ) Non [ ] NAP	( X ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( ) Non [ ] NAP
<b>Affaires pénales - Victime</b>	( ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( X ) Non [ ] NAP	( X ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( ) Non [ ] NAP
<b>Affaires administratives</b>	( ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( X ) Non [ ] NAP	( X ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( ) Non [ ] NAP

Commentaire - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des avocats :

**149-0. Si d'autres que les avocats peuvent représenter un client devant les tribunaux, veuillez préciser qui :**

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
<b>Organisme de la société civile</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Membre de la famille</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Personne concernée elle-même</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Syndicat</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Autres</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser. De plus, pour les catégories sélectionnées, veuillez préciser quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) :

**149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?**

- [ ] Activité notariale
- [ X ] Arbitrage/médiation
- [ X ] Mandataire
- [ ] Syndic de copropriété
- [ ] Agent immobilier

Autres (veuillez préciser) :bankruptcy administrator

Commentaires

## 149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

Avocat indépendant

Avocat salarié

Avocat d'entreprise

Commentaires

## 150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

un barreau national

un barreau régional

un barreau local

Commentaires

## 151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire:

## 152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires

## 153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

## F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Estonian Bar Association

### 6.1.2 Exercice de la profession

## 154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

Oui

Non

Commentaires

**155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?**

Oui

Non

Commentaires

**156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?**

Oui, la loi contient des règles

Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires

**6.1.3 Standards de qualité et procédures disciplinaires**

**157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés?

**158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :**

le Barreau

le législateur

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :**

la prestation de l'avocat

le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser :

**160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?**

Le juge

Le ministère de la Justice

Une instance professionnelle

Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaire

**161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est**

intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	30 [ ] NA [ ] NAP
1. Faute déontologique	[ X ] NA [ ] NAP
2. Insuffisance professionnelle	[ X ] NA [ ] NAP
3. Délit pénal	[ X ] NA [ ] NAP
4. Autre	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

## 162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	5 [ ] NA [ ] NAP
1. Réprimande	1 [ ] NA [ ] NAP
2. Suspension	[ X ] NA [ ] NAP
3. Retrait d'une affaire	[ X ] NA [ ] NAP
4. Amende	4 [ ] NA [ ] NAP
5. Autre	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons :

## 7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

### 7.1. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

## 7.1.1 Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

### 163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires

#### 163-1. Dans certains domaines, le système judiciaire prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

#### 163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur ?

Oui

Non

Commentaires - Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

### 164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires familiales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires pénales	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires liées aux consommateurs	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?**

Oui

Non

NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

=

**166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:**

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:**

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
<b>Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Affaires civiles et commerciales</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Affaires familiales</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Affaires administratives</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>5. Affaires pénales</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>6. Affaires liées aux consommateurs</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source :

=

**168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans**

## votre pays ?

la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

l'arbitrage

la conciliation (si différente de la médiation)

d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) : .....

Commentaires

## G1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : MoJ

## 8. Exécution des décisions de justice

### 8.1. Exécution des décisions en matière civile

#### 8.1.1 Nombre d'agents d'exécution, statut et mandat

#### 169. Nombre et type d'agents d'exécution dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
<b>Total (1+2+3+4)</b>	43 <input type="checkbox"/> NA	17 <input type="checkbox"/> NA	26 <input type="checkbox"/> NA
<b>1. Profession libérale réglementée par les autorités publiques</b>	43 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	17 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	26 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Agents d'exécution attachés à une institution publique (fonctionnaires payés par l'Etat)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>3. Juges</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>4. Autres</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser le statut et les compétences de ces agents d'exécution :

#### 170. Quelles sont les conditions d'accès à la profession d'agent d'exécution (réponses multiples possibles) ?

diplôme

expérience professionnelle

examen spécifique

procédure de nomination par l'Etat

formation initiale

autre

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser :

### 171. Le mandat des agents d'exécution est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire : -

Non, veuillez indiquer la durée du mandat : .....

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : Ministry of Justice

### 8.1.2 Activités/ domaines de compétences



#### 171-1. A quelles informations du débiteur l'agent d'exécution a-t-il accès au début de la procédure d'exécution ?

	Accès à l'information	Accès numérique direct à l'information
Adresse	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Date de naissance	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Etat civil	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Cohabitant	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Employeur	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Véhicule automobile	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Biens meubles	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Biens immeubles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Compte bancaire	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Procédures d'exécution déjà en cours contre le débiteur	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Procédures d'insolvabilité (faillites, réorganisations judiciaires, règlement collectif de dettes, ...)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autre	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si "Autre", veuillez préciser :

#### 171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

	<b>Option</b>
<b>Saisie des biens meubles corporels</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisies conservatoires des biens meubles corporels</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisie des immeubles</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisie conservatoire des immeubles</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisies des rémunérations</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisies des véhicules terrestres à moteur</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Mesures d'expulsion</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

<b>Saisies des bateaux et des navires</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisie des aéronefs</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisie des avoirs dématérialisés (par ex. cryptomonnaie)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Vente forcée par adjudication publique des biens saisis</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Vente des parts sociales</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Autres</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

### 171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

- Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- Recouvrement de créances
- Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- Séquestres
- Constats
- Service des audiences près les juridictions
- Conseils juridiques

- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires

### **8.1.3 Formation et TIC**

**172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**172-2. Disposez-vous d'un système de formation « e-learning » mis en place pour les agents d'exécutions ?**

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

**172-3. Le système de formation continue comprend-il dans son contenu également les TIC (liées aux procédures d'exécution) ?**

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

**172-4. Votre pays a-t-il instauré la signification et/ou notification électronique ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**172-5. Le développement de nouvelles technologies a-t-il un effet sur les différentes étapes de la procédure d'exécution ?**

- Oui
- Non

Comentaire - Veuillez expliquer :

### **8.1.4 Frais**

**174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?**

Oui

Non

Commentaires

**175-1. Les honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution sont-ils librement négociés ?**

Oui

Non

Commentaires

**175-2. Qui doit procéder au paiement de ces honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution ?**

Le débiteur

Le créancier

Autre – veuillez préciser .....

Commentaires

**176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?**

Oui

Non

Commentaires

**H0. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Source : Ministry of Justice

### 8.1.5 Organisation de la profession et efficacité des services



**177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?**

Oui

Non

Commentaires

**178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?**

une instance professionnelle

le juge

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.**

absence de toute exécution

non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques

manque d'information

durée excessive

pratiques illégales

supervision insuffisante

coût excessif

défaut de comportement éthique de l'agent d'exécution

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :**

	Existence du système
<b>pour les affaires civiles</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>pour les affaires administratives</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

**186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de signification et/ou notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)**

entre 1 et 5 jours

( ) entre 6 et 10 jours

( X ) entre 11 et 30 jours

( ) plus (veuillez préciser) : .....

[ ] NA

Commentaires

**187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)**

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	1 [ ] NA [ ] NAP
1. Pour faute déontologique	[ ] NA [ X ] NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	1 [ ] NA [ ] NAP
3. Pour délit pénal	[ ] NA [ X ] NAP
4. Autre	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

**188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :**

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	1 [ ] NA [ ] NAP
1. Réprimande	[ ] NA [ X ] NAP
2. Suspension	1 [ ] NA [ ] NAP
3. Retrait d'une affaire	[ ] NA [ X ] NAP
4. Amende	[ ] NA [ X ] NAP
5. Autre	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons :

## H1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Ministry of Justice

### 8.2.Exécution des décisions pénales

#### 8.2.1Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

##### 189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales ? (réponses multiples possibles)

- Juge  
 Procureur  
 Services pénitentiaire et de probation  
 Agent d'exécution  
 Autre autorité (veuillez préciser) : .....

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).

##### 190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui  
 Non

Commentaires

##### 191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- 80-100%  
 50-79%  
 Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

## 9.Notaires

### 9.1.Profession de notaire

#### 9.1.1 Nombre, statut et mandat des notaires

##### 192. Nombre et statut des notaires dans votre pays.

Total	Hommes	Femmes

<b>TOTAL (1+2+3+4)</b>	87 [ ] NA [ ] NAP	19 [ ] NA [ ] NAP	68 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)</b>	97 [ ] NA [ ] NAP	19 [ ] NA [ ] NAP	68 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Officiers publics nommés par l'Etat</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>3. Fonctionnaires (rémunérés par l'Etat)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>4. Autre</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaire - Si « autre » veuillez préciser le statut ou si « Officiers publics nommés par l'Etat » veuillez indiquer quel ministère est principalement engagé dans la procédure de nomination.

### 192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (réponses multiples possibles) ?

- diplôme
- expérience professionnelle
- examen spécifique
- procédure de nomination par l'Etat
- formation initiale
- autre (veuillez préciser): .....

Commentaires

### 192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :63
- non, veuillez indiquer la durée du mandat : .....

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser :

### 9.1.2 Activités/ domaines de compétences

#### 194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles) :

	Veuillez sélectionner une option
<b>Authentification</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

<b>Certification des signatures</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Légalisation des signatures/ Apostille</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Contrôle de légalité des documents</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Médiation</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Prestation de serments</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Procédures judiciaires non contentieuses (par exemple, agir en tant que commissaire du tribunal dans un dossier de succession, divorce, partage de succession, veuillez préciser)</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Agir en tant que fonctionnaire d'Etat (par exemple, célébrer un mariage, veuillez préciser)</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Autres fonctions judiciaires (par exemple ordre de paiement)</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

<b>Enchères publiques</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Autres (par exemple collecter des impôts, gérer des registres)</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser. Veuillez indiquer toute précision utile concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou au contraire les autres organes ayant également des compétences pour les activités énumérées.

### 194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- Transaction immobilière
- Droit de la famille
- Droit des successions
- Droit des sociétés
- Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- Protection des personnes vulnérables
- Autres

Commentaires

### 9.1.3 TIC, organisation de la profession et formation

#### 194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes TIC spécialisés dans leur activité ?

- Dans leurs relations avec l'État (par exemple, tribunaux, registres, chambres de commerce, autorités fiscales)
- Dans leurs relations avec leurs clients
- Dans leurs relations avec d'autres notaires (par exemple, visioconférence, système d'échange de documents)

Commentaires

#### 194-4. Quels sont les registres informatisés que les notaires peuvent consulter ?

- Registre foncier
- Registre du commerce
- Registre de l'état civil/ de la population
- Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale
- Tout autre registre (veuillez préciser) .....
- Aucun

Commentaires

### 194-5. Existe-t-il des registres/infrastructures de registres gérés par le notaires ?

Oui

Non

Commentaire - Dans l'affirmative, veuillez préciser :

### 194-6. Dans quels registres informatisés les notaires peuvent-ils modifier les données (directement ou indirectement via une demande en ligne) ?

	Modification directe	Modification indirecte via une demande en ligne
<b>Registre foncier</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [ ] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [ ] NAP
<b>Registre du commerce</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [ ] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [ ] NAP
<b>Registre de l'état civil/ de la population</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [ ] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [ ] NAP
<b>Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [ ] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [ ] NAP
<b>Tout autre registre (veuillez préciser)</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [ ] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [ ] NAP
<b>Aucun</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [ ] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [ ] NAP

Commentaires

### 194-7. Quels sont les outils TIC utilisés par les notaires dans leurs relations avec leurs clients ?

Visioconférence (par exemple, conseils numériques)

Acte électronique

Identification numérique

Archivage numérique

Autre, veuillez préciser .....

Aucun

Commentaires

### 194-8. Qui est responsable pour gérer les archives numériques ?

Notariat/ organisme professionnel

Autres autorités publiques

Autre entité (veuillez préciser) .....

Commentaires

**195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?**

[ X ] une instance professionnelle

[ ] le tribunal

[ X ] le ministère de la Justice

[ ] le procureur

[ ] autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**196-2. Les notaires bénéficient-ils d'une formation en matière de :**

	Oui	Non
<b>Droit européen</b>	( X )	( )
<b>Droit d'un autre Etat membre (programmes de formation transfrontaliers)</b>	( X )	( )

Commentaire - Si oui, veuillez indiquer les types (par exemple, cours traditionnels, e-learning, webinaire) et les grands thèmes des activités de formation :

**II. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : Ministry of Justice

**10. Interprètes judiciaires**

**10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire**

**10.1.1 Statuts des interprètes judiciaires**

**197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?**



( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

**198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

**199. Nombre d'interprètes judiciaires enregistrés :**

[            ]

[ ] NA

[ X ] NAP

Commentaires

**200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) :

**201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?**

[ X ] Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

[ X ] Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

[ ] Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection .....

Commentaires

**J1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : Ministry of Justice

---

**11. Experts judiciaires**

**11.1. Profession d'expert judiciaire**

**11.1.1 Statuts des experts judiciaires**

**202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (réponses multiples possibles) :**

[ X ] Experts désignés par les parties au soutien de leur argumentation mais tenus envers un tribunal par une obligation d'indépendance et d'impartialité

Experts nommés par le tribunal ou une autre autorité indépendante des parties

Autres systèmes d'expertise judiciaire, veuillez préciser .....

Commentaire - Veuillez préciser qui propose et qui nomme un expert dans une affaire déterminée.

## **202-1. Existe-t-il des listes ou toute autre forme d'enregistrement officiel, pour les experts ?**

Oui

Non

Commentaires

### **202-1-1. Si oui, la liste est-elle établie au plan (réponses multiples possibles) :**

national

par circonscription administrative ou état fédéré

par circonscription judiciaire

autre

Commentaire - Veuillez fournir tout autre commentaire concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment sont évaluées ses compétences ? par qui ?) :

### **202-1-2. Ces listes sont elles accessibles au public :**

Oui sur Internet

Oui

Non

Commentaires

## **202-2. Quelle autorité est compétente pour l'enregistrement des experts judiciaires ?**

Le Ministère de la Justice

Les tribunaux

Un organe administratif

Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)

Autre

Commentaire - Veuillez préciser également les critères d'enregistrement :

## **202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?**

Oui, pour combien de temps .....

Non

Commentaires

## **202-4. Dans une affaire, peut-on désigner un expert non inscrit sur la liste ou non enregistré ?**

Oui

Non

Commentaire - Si oui, dans quels cas ?

**203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?**

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

**203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?**

	Obligation de formation
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Formation continue	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

**203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :**

la procédure judiciaire

le métier de l'expert

autre

Commentaires

**204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?**

Oui

Non

Commentaires

**204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?**

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

**205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :**

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	150 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties**

	Nombre d'affaires
<b>Total (1+2+3+4)</b>	[ X ] NA [ ] NAP
<b>1.Affaires civiles et commerciales litigieuses</b>	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2.Affaires administratives</b>	[ X ] NA [ ] NAP
<b>3.Affaires pénales</b>	[ X ] NA [ ] NAP
<b>4.Autre affaires</b>	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaires

### 205-1. Qui détermine le montant de la rémunération de l'expert ?

	En matière civile/administrative	En matière pénale
<b>Défini par la loi/ règlement ou réglementation spéciale</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Défini par le tribunal/juge</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Defini par le ministère de la Justice ou un autre ministère (fixant un tarrif par exemple)</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Salaire de fonctionnaire public (dans le cas d'un médecin légiste ou un autre spécialiste qui est un fonctionnaire public)</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Librement négocié entre l'expert et les parties</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Autre</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser : The remuneration is defined by the Estonian Forensic Institute to the court and the court will have validate.

### 206. Existe-t-il des dispositions impératives pour les experts judiciaires concernant :

	Oui	Non
<b>Délais pour présenter le rapport d'expertise</b>	( X )	( )

Qualité de l'expertise	( X )	( )
Autre	( )	( X )

[ ] NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser et fournir des détails dans l'hypothèse où de possibles sanctions existent :

### 207-1. Le juge ou un autre organe contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

( X ) Oui

( ) Non

Si oui, veuillez préciser :

### 207-2. Les associations d'experts sont-elles impliquées dans :

[ X ] Le processus de sélection

[ X ] La formation initiale ou continue

[ X ] Les procédures disciplinaires

[ ] NAP

Commentaires

## K1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The Estonian Forensic Institute

## 12. Les réformes dans le système judiciaire

### 12.1. Réformes envisagées

#### 12.1.1 Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles en cours ou envisagées ?

### 208-1. Programmes de réforme généraux

[ ] Oui (programmé)

[ ] Oui (adopté)

[ ] Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

[ ] Non

[ ] NA

Si oui, veuillez préciser :

### 208-2. Budget

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser :

**208-3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux- (implantations géographiques), compétences des tribunaux, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments)**

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser :

**208-4. Accès à la justice et aide judiciaire**

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser :

**208-5. Conseil supérieur de la magistrature**

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser :

**208-6. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc.**

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

### **208-7. Parité hommes/ femmes**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

### **208-8. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

### **208-9. Exécution des décisions de justice et en particulier décisions contre les autorités publiques**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

### **208-10. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

### **208-11. Lutte contre la criminalité**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

## **208-12. Système pénitentiaire**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

## **208-13. La justice adaptée aux enfants**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

## **208-14. La violence domestique**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

## **208-15. Nouvelles technologies de l'information et de la communication**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

## **208-16. Autres**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :